

FONDATION
croix-rouge française



| Pour la recherche humanitaire et sociale

Boko Haram et les déplacés dans la région de Diffa au Niger: penser et construire la réponse humanitaire dans un contexte insurrectionnel (2013-2016)

Tatiana SMIRNOVA

Docteure en Anthropologie Sociale et Ethnologie

Chercheure associée au Centre d'études en sciences sociales sur les mondes africains, américains et asiatiques (CESSMA)



Les Papiers de la Fondation n°19

Mai 2018

Cette recherche a été réalisée dans le cadre de l'appel à bourses postdoctorales lancé par la Fondation Croix-Rouge française et avec le soutien financier de son partenaire, le Gouvernement Princier de Monaco.

La Fondation Croix-Rouge française, créée sur l'initiative de la société nationale de la Croix-Rouge française, a pour vocation d'initier, de soutenir et de récompenser les projets de recherche qui mettent en perspective les principes, pratiques et finalités d'une action humanitaire en transition.

À travers des appels à bourses postdoctorales, l'attribution de prix de recherche et l'organisation d'événements scientifiques, la Fondation Croix-Rouge française vise à définir les enjeux de l'action humanitaire de demain, accompagner les acteurs et les personnes, parties prenantes de la solidarité internationale, diffuser les savoirs issus de regards croisés et stimuler le débat.

Les propos et opinions exprimés dans cet article n'engagent que son/ses auteur(s) et ne reflètent pas nécessairement ceux de la Fondation Croix-Rouge française.

Le contenu de cet article relève de la législation française sur la propriété intellectuelle et est la propriété exclusive de l'auteur.

Il est interdit pour un usage autre que privé, scientifique ou pédagogique de reproduire, diffuser, vendre et publier intégralement ou partiellement sous quelque forme que ce soit cet article sans autorisation écrite particulière et préalable, dont la demande doit être adressée à la Fondation Croix-Rouge française.

© Tous droits réservés.

Avec le soutien de



Pour citer cet article :

SMIRNOVA Tatiana « Boko Haram et les déplacés dans la région de Diffa au Niger: penser et construire la réponse humanitaire dans un contexte insurrectionnel (2013-2016) », Fondation Croix-Rouge française, *Les Papiers de la Fondation*, n° 19, Mai 2018, 19p.

Résumé

Les mouvements transfrontaliers et l'insécurité permanente font partie de deux visibles côtés de la crise liée à l'insurrection de Boko Haram. L'analyse de la manière dans laquelle ces deux dimensions - humanitaire et sécuritaire - s'articulent constitue l'objet principal de cette contribution. En introduisant la notion de « sécuritization », le papier se focalise sur la région de Diffa au Niger et s'interroge sur la manière dans laquelle ce processus avait influencé les relations entre l'Etat et les acteurs humanitaires et, finalement - les modalités de la mise en place du dispositif humanitaire pendant 2013-2016. Ce papier constitue également une étape pour la réflexion sur la capacité de résilience de Boko Haram dans le bassin du Lac Tchad.

Mots-clés : Boko Haram, Diffa, aide humanitaire, sécurité, insurrection

Summary

Cross-border movements and permanent insecurity are two visible sides of the Boko Haram insurgency crisis. The contribution is focused on the connections between these two dimensions: security and humanitarian. By introducing the notion of "securitization", the paper studies the Diffa region in Niger and questions how this process influenced the relations between the State and humanitarian actors and ultimately - the modalities of setting up the humanitarian response through 2013-2016. This paper is also a step for reflection on the resilience of Boko Haram in the Lake Chad Basin.

Keywords: Boko Haram, Diffa, humanitarian aid, security, insurgency

SMIRNOVA Tatiana « Boko Haram et les déplacés dans la région de Diffa au Niger: penser et construire la réponse humanitaire dans un contexte insurrectionnel (2013-2016) »

Boko Haram et les déplacés dans la région de Diffa au Niger: penser et construire la réponse humanitaire dans un contexte insurrectionnel (2013-2016)

Introduction

Depuis 2009 les attaques de Boko Haram¹ au Nigeria ont entraîné des mobilités importantes des populations au nord du Nigeria. Avec l'extension des opérations militaires de l'organisation courant 2014-2015² au Niger, Tchad et Cameroun, les populations se déplaçaient d'un site à l'autre à l'intérieur de tout l'espace du bassin du Lac Tchad. L'on estime aujourd'hui que leur nombre s'éleve à 2,392,365³. Au Niger, la région de Diffa compte environ 250 000 de personnes déplacées parmi lesquels environ la moitié vient du Nigeria.⁴ Elles vivent essentiellement sur les sites situés autour de la route RN1 et dans un camp de réfugié.⁵ Boko Haram continue à mener des raids, des assauts ainsi que les opérations suicides dans la région qui vit depuis la première attaque sur son territoire en février 2015 au rythme de l'Etat d'urgence. Aujourd'hui, il s'agit d'une crise de portée régionale qui affecte profondément tout le système du bassin du Lac Tchad dans sa complexité d'interdépendance représentant les pôles de production centraux de la région: le lac Tchad et la fleuve Komadougou Yobé (ci-après Komadougou)⁶.

Le papier, issu d'une année de recherche financée par la fondation de la Croix Rouge Française (2016-2017)⁷, invite à s'intéresser à la région de Diffa au Niger. Les mouvements transfrontaliers et l'insécurité permanente font partie de deux côtés visibles de la crise. L'analyse de la manière dont les deux dimensions – humanitaire et sécuritaire - s'articulent et s'agencent constitue l'objet principal de cette contribution.

¹ Nom officiel de Boko Haram est « Groupe sunnite pour la prédication et le djihad », en arabe - « Jama'atu Ahlis Sunna Lida'Awati Wal-Jihad ». En mars 2015, Boko Haram prêche allégeance à l'Etat islamique. En réalité, le groupe existait aussi sous d'autres noms tels que 'Nigerian Taliban' ou 'Yusufiyyah'. Voir Aghedo, Iro, Osumah, Oarhe, 2012, "The Boko Haram Uprising: How Should Nigeria Respond?" *Third World Quarterly*, 33.5, 853-69.

² L'un des premiers articles sur « l'internationalisation » du conflit est Gilbert, Lysis Dodd, 2014, "Prolongation of Boko Haram Insurgency in Nigeria: The International Dimensions", *Research on Humanities and Social Sciences*, 4.11, 150-7.

³ UNHCR, 30 Juin 2018, <https://data2.unhcr.org/fr/situations/nigeriasituation>

⁴ UNHCR/Gouvernement, 30 juin 2018, Exercice d'Enregistrement et Enrôlement BIMS dans la Région de Diffa . <https://data2.unhcr.org/fr/documents/download/64720>

⁵ UNHCR/Gouvernement, 30 juin 2018, Exercice d'Enregistrement et Enrôlement BIMS dans la Région de Diffa . <https://data2.unhcr.org/fr/documents/download/64720>

⁶ Sur la situation du bassin du Lac Tchad précédant la « crise » voir Lemoalle J. et G. Magrin (dir.), 2014, « Le développement du lac Tchad. Situation actuelle et futurs possibles. Collection Expertises collégiales, CBLT, + clé USB, IRD.

⁷ Je tiens à remercier ici l'équipe de la Fondation pour leur soutien tout au long de ce travail. Je remercie aussi tous mes interlocuteurs qui m'ont accordé leur temps et la confiance pour les entretiens.

Littérature et question la recherche

De manière générale, la littérature consacrée aux articulations entre l'aide humanitaire et l'Etat est abondante et propose des réponses qui varient en fonction des terrains et des méthodes d'analyses. Ainsi, l'aide peut être considérée comme une source des conflits armés⁸; tel un vecteur de déstabilisation politique dans la compétition entre différents acteurs pour la captation des ressources⁹; comme une « nouvelle forme de rationalité gouvernementale »¹⁰, un « gouvernement privé indirect »¹¹, à travers le concept de « décharge »¹² ou, à l'inverse, comme « anti-politics machine »¹³ etc. Les travaux sur l'insurrection de Boko Haram occupent une place importante dans la littérature académique¹⁴; la majorité d'entre eux se focalisent sur le Nigeria et le Cameroun¹⁵ et très peu introduisent la réponse humanitaire dans la perspective analytique. Cette contribution propose intégrer cette dimension dans la réflexion plus générale sur l'insurrection à partir de l'exemple du Niger.

Dans la région de Diffa, la réponse humanitaire est nourri par le répertoire des instruments profondément inscrits dans l'historicité de l'Etat: sa relation à l'aide extérieure¹⁶, à la violence¹⁷, son contrôle sur les mouvements internes et transfrontaliers¹⁸ et à la lutte contre l'insécurité alimentaire¹⁹. En effet, au Niger, la violence à la marge des frontières - n'est pas une exception : des rebellions Touarègues et Toubou, ou encore des groupes d'auto-défense - ont ponctué la construction de l'Etat. Gérés par les autorités de manière plutôt « inclusive »²⁰ les rebellions ont

⁸ Pérouse de Montclos, M.-A., 1999, *L'Aide humanitaire, aide à la guerre ?* Bruxelles : Complexe, 2001 ; id. *Les humanitaires dans la guerre des idéaux à l'épreuve de la politique*. Paris: La documentation française, 2008; Mary Anderson, *Do no harm : how aid can support peace or war*, Boulder, Colo.: Lynne Rienner.

⁹ Rita, Abrahamsen, 2001, *Disciplining Democracy: Development Discourse and Good Governance in Africa*. Londres: Zed Books, 2001.

¹⁰ Mann G, 2015, *From Empires to NGOs in the West African Sahel: The Road to Nongovernmentality*. New York: Cambridge University Press.

¹¹ Mbembe, A., 1999, « Du gouvernement privé indirect », *Politique africaine*, n°73, 1999, pp. 103-121.

¹² Béatrice Hibou (ed), 1999, « La privatisation des Etats », Paris: Karthala.

¹³ Ferguson, J., 1990, *The Anti-Politics Machine: "Development," Depoliticization and Bureaucratic Power in Lesotho*. Cambridge: Cambridge University Press.

¹⁴ Par exemple, la bibliographie mise à jour pour la dernière fois en 2014 comptait déjà plus de centaine de références. Voir Stuart Elden, "Boko Haram – An Annotated Bibliography", University of Warwick

<https://progressivegeographies.files.wordpress.com/2014/06/bibliography-of-boko-haram-25-june-2014.pdf>

Pour les travaux récents voir : Hentz, James and Solomon, Hussein (ed.), 2017 *Understanding Boko Haram :Terrorism and Insurgency in Africa*, Routledge, Londres.

¹⁵ La faible attention accordée à la région de Diffa au Niger s'explique à la fois par l'historique du développement du mouvement qui a pris ses origines à Maiduguri, par les dégâts humains dévastateurs provoqués par les violents affrontements entre les forces de sécurité et les insurgés au Nigeria, alors qu'une grande partie du nord du pays, à la frontière avec le Niger reste toujours une zone sous contrôle des insurgés.

¹⁶ Gregory Mann, op.cit., Philippe Lavigne, op.cit., Mamadou Gazibo, op.cit ; Thomas Bierschenk, Jean-Pierre Chauveau, Jean-Pierre Olivier de Sardan. (dir.), op.cit.

¹⁷ Frédéric Deycard. « Les rébellions touarègues du Niger: combattants, mobilisations et culture politique ». Thèse de doctorat en science politique. Institut d'études politiques de Bordeaux, 2011.

¹⁸ Voir, par exemple, Julien Brachet, « Migrants, transporteurs et agents de l'État : rencontre sur l'axe Agadez-Sebha », *Autrepart*, 2005/4, n°36, pp. 43-62.

¹⁹ Vincent Bonnetcase. *Pauvreté au Sahel. La construction des savoirs sur les niveaux de vie au Burkina-Faso, au Mali et au Niger (1945-1974)*. Thèse de doctorat en histoire, Paris I, 2008.

De Sardan Olivier, 2008, « La crise alimentaire vue d'en bas. Synthèse des recherches menées sur septes sites au Niger », *Afrique contemporaine*, 1 (225), pp.217-294.

²⁰ Guichaoua, Y., Pellerin, M., 2017, « Faire la paix et construire l'Etat : Les relations entre pouvoir central et périphéries sahéliennes au Niger et au Mali Etude de l'IRSEM, n° 51.

SMIRNOVA Tatiana « Boko Haram et les déplacés dans la région de Diffa au Niger: penser et construire la réponse humanitaire dans un contexte insurrectionnel (2013-2016) »

toutefois laissé des traces dans la mémoire institutionnel des dispositifs de gestion de violence ainsi que dans la mémoire de la population de la région. De même, l'insécurité alimentaire devenue endémique depuis des années 1970 et la présence des acteurs humanitaires structuraient également le rapport de l'Etat à l'aide extérieure²¹. En prenant en compte ses éléments, le papier se focalise sur des relations entre les autorités et les humanitaires et place la construction de la réponse humanitaire dans un contexte historique de la diffusion d'insurrection.

La dynamique de l'insurrection dans la région de Diffa peut être analysée à travers quatre phases. La première est associée à la période de la fin des années 2000 – des années 2012/2013. Elle se caractérise par le fait que depuis le déclenchement des opérations militaires contre Boko Haram au Nigeria, le Niger gardaient un statu quo à l'égard du mouvement, tout en assurant une surveillance du mouvement à travers les différents dispositifs du renseignement. Les insurgés n'attaquaient pas la région qui était leur sanctuaire et leur zone d'approvisionnement. La deuxième, très courte, présente une étape intermédiaire entre la période de « statut quo » et la déclaration de la guerre. Elle est marquée par les premiers mouvements de population liés aux inondations de Komadougou: une dizaine de milliers des personnes se sont déplacés entre 2012 et 2013 contribuant d'une certaine manière à la diffusion de l'insurrection. La troisième phase commence avec les attaques de Bosso et de Diffa en février 2015 et l'intensification du conflit marqué tout particulièrement par l'attaque d'avril 2015 sur les îles de Karamga ainsi que par l'attaque de juin 2016 sur Bosso. La quatrième commence à partir de juin 2016 alors que les opérations militaires au Nigeria visent de plus en plus le mouvement, celui-ci privilégie comme mode opératoire des assassinats ciblés ou des attaques suicides. Deux opérations des insurgés ont laissé des traces particulières: l'enlèvement de 26 jeunes filles à Nglelewa en juin 2017 et une attaque suicide à Kablewa ayant entraîné la fermeture du camp en juillet 2017.

Le papier se focalise uniquement sur les trois phases qui s'inscrivent dans la période allant de la fin des années 2000 à 2016 et qui permettent expliquer les modalités de la mise en place de la réponse humanitaire.

La contribution s'inspire des travaux menés autour de la notion de « sécuritization ». Issue du domaine de la théorie des relations internationales, ce terme permet d'expliquer le processus de la construction d'un événement en tant que « problème politique » permettant de faire appel à des moyens extraordinaires au nom de la sécurité.²²

La première partie examine le processus de la construction de la région de Diffa en tant que « escape des insécurités » et interroge ses effets sur la mise en place de la réponse humanitaire courant 2013-2016, lorsque Boko Haram devient un problème politique et sécuritaire pour l'Etat du Niger. La deuxième examine la perception de la réponse humanitaire par la population. Elle interroge les imaginaires autour de la gestion de cet « espace ». Cet agencement entre les deux parties présente un intérêt tout particulier puisqu'il permet de poser une controverse et de se demander dans quelle mesure la réponse apportée par les autorités et les humanitaires à la « crise » de la région de Diffa pourrait contribuer ou non à la capacité des insurgés à créer un lien ou à se connecter aux dynamiques sociales locales.

²¹ Lavigne Delville P., « Aide internationale et sociétés civiles au Niger », Karthala, 2015.

²² Buzan et Wæver définissent la securitization comme « le processus discursif à travers lequel une compréhension intersubjective est construite au sein d'une communauté politique pour traiter quelque chose comme une menace existentielle et pour permettre faire un appel à des mesures urgentes et exceptionnelles pour traiter le problème. ». Barry Buzan B., Ole Wæver, 2003, « Regions and Powers: The Structure of International Security », Cambridge: Cambridge University Press, p.491.

Méthode et enquête de terrain

Travailler sur l'actualité et les conflits en cours et surtout, celui liée à Boko Haram, présente de nombreuses difficultés liées à l'évolution rapide des dynamiques locales, des reconfigurations et des repositionnement des acteurs ainsi qu'à l'inaccessibilité du terrain pour des questions de sécurité. Le manque des données empiriques est en effet un défi majeur pour les chercheurs travaillant sur l'insurrection dans la région du Lac Tchad. La présente contribution n'a pas pu échapper à ces difficultés qui paraissent au début du terrain comme obstruant le travail de recherche : au moment de l'enquête, la liaison terrestre entre Niamey et Diffa était pratiquement proscrite pour les chercheurs, alors que l'accès par la voie aérienne a été limité aux acteurs humanitaires et aux autorités. Paradoxalement, ces difficultés d'accès au terrain ont contribué à dessiner la problématique autour de la construction de « l'espace des insécurités ».

La recherche s'est déroulée en l'espace de trois mois et demi de terrain entre octobre 2016 - juin 2017 dans un contexte d'insécurité ce qui a de facto limité les possibilités de déplacement vers la région de Diffa, située à 1350 kilomètres de la capitale. De manière générale, la situation sécuritaire au Niger fut instable, marquée par les attaques à la frontière nigéro-malienne²³ et une menace éventuelle d'attentat à Niamey. La capitale a été le lieu initial de l'enquête : c'est là où se trouvent les principales institutions du pouvoir et où se trouvent les bureaux nationaux des organisations humanitaires. La centralité de Niamey a permis de récolter et d'analyser les documents officiels (rapports, textes juridiques), ainsi que d'accéder à la littérature grise (notes analytiques, compte-rendu des réunions) et d'effectuer plus de 60 entretiens auprès des représentants nationaux et internationaux des agences onusiennes, des ONG, des responsables politiques et communautaires. Avant de s'installer à Niamey, une grande partie des interviewés travaillait entre 2013 et 2017 à des moments différents dans la région de Diffa, ce qui avait permis de palier aux difficultés d'accès au terrain.

Première partie. Définition et construction de « l'espace des insécurités »

Cette partie analyse comment les trois facteurs énoncés ci-dessus ont impacté le rapport de l'Etat au dispositif humanitaire. Il s'agit de : (1) l'éloignement géographique de Diffa de la capitale ; (2) des représentations de Boko Haram comme menace ; (3) le positionnement de l'Etat par rapport au conflit.

1. Eloignement de la région de la capitale : violence à la marge des frontières nationales

La carte montre que la région de Diffa est à environ plus de 1200 kilomètres de la capitale. C'est donc une région géographiquement située à la « périphérie » de l'appareil central de l'Etat. Cela ramène à interroger la notion de l'Etat et revenir sur la littérature concernant les relations entre le Centre et la Périphérie et le rôle des conflits à la « marge ».

D'une certaine manière l'ont pourrait examiner Niamey en tant que « secteur politique central » et Diffa - « secteur politique périphérique » si l'on reprend les notions utilisées par Christian

²³ Par exemple, le 7 octobre 2016, 22 soldats nigériens ont été tués dans un camp de réfugiés maliens à Tazalit, un camp malien, à environ 300 km au nord-est de Niamey, au cours d'une attaque d'hommes armés venus du Mali. Le 17 octobre 2016, des hommes armés ont mené une attaque contre la prison de Koutoukalé, à 50 km au nord-ouest de Niamey, l'établissement pénitentiaire où sont détenues de nombreuses personnes présumées 'djihadistes' maliens.

SMIRNOVA Tatiana « Boko Haram et les déplacés dans la région de Diffa au Niger: penser et construire la réponse humanitaire dans un contexte insurrectionnel (2013-2016) »

Coulon.²⁴ Par le « secteur politique central » le chercheur entend l'ensemble des institutions, valeurs ou processus qui visent à assurer l'organisation de la société comme parti le corps législatifs etc. », alors que par le « secteur politique périphérique » - les institutions et les valeurs qui échappent dans une certaine mesure à l'emprise du secteur politique central, alors qu'ils interviennent dans le champ politique. En effet, l'éloignement de Diffa par rapport à Niamey avait contribué à façonner la spécificité des politiques publiques menées dans la région. Par exemple, le taux d'alphabétisation en français dans la région, surtout dans la zone rurale était toujours l'un des plus faibles du pays.²⁵ D'après des entretiens menés avec des fonctionnaires publics installés dans la région depuis plusieurs années, auparavant l'affectation dans la région était considérée comme une sanction. Par exemple, après les affrontements violents entre les forces de sécurité et des étudiants en mai 1983, certains étudiants, après avoir passé quelques années en prison, ont été affectés en tant qu'enseignants dans la région de Diffa²⁶. Ainsi, les politiques publiques « sociales » qui devraient, en principe, faire apparaître la « présence » de l'Etat du Niger et surtout le rendre « visible » pour la population locale, n'ont pas été suffisamment développées. En revanche, les dynamiques de l'espace social et économique de la région sont profondément inscrites dans l'historicité du bassin du Lac Tchad et l'empire du Kanem-Bornou. Par ailleurs, la région de Diffa est intrinsèquement liée au Nigeria voisin, présent à travers plusieurs dispositifs s'associant à l'Etat, notamment à sa monnaie, Naira, couramment utilisée à la place de FCFA.

Ces observations concernant la position géographique de la région, de ses connections au bassin du Lac Tchad ainsi que les formes de (non)présence de l'Etat conduisent à se demander comment ces facteurs ont contribué à façonner les relations entre les acteurs humanitaires et l'Etat dans la région de Diffa. Si l'on reste dans la terminologie proposée par Coulon, les rapports entre le « secteur politique central » et le « secteur politique périphérique » s'inscrivent dans la domination « caractérisés par la contrainte et la séparation »²⁷. Courant les derniers quinze années, les relations entre Niamey et Diffa étaient complexes.

Le Président de la République, Mamadou Tandja (1999-2010) était originaire de Mainé-Soroa, un département de Diffa ; de 2000 à 2014 la région avait bénéficié de plus d'investissements publics que dans les décennies précédentes²⁸. La compagnie pétrolière chinoise, CNCP avait lancé en 2009 un

²⁴ Coulon Christian, 1972, « Système politique et société dans les États d'Afrique noire », *Revue française de science politique*, 22e année, n°5, 1972. pp. 1049-1073.

²⁵ Ibrahima Ousmane Ida, 2015 « L'alphabétisation au Niger : une analyse à partir des données du recensement de 2012. Rapport de recherche », Québec : Observatoire démographique et statistique de l'espace francophone / Université Laval.

²⁶ Smirnova, T., 2015, « L'action publique saisie par des mouvements étudiants et scolaires : l'enseignement supérieur, la vie politique et l'expérience militante au Niger (1960-2010) », Thèse de doctorat, EHESS.

²⁷ Ibid, p.1069.

Il convient également à remarquer qu'entre les deux se situent les « courtiers politiques » du centre « périphérique ». En échange de leur soutien, les politiciens nationaux les font bénéficier des différents avantages. Les intérêts entre les leaders du secteur central et ceux du secteur périphérique ne sont pas antagonistes, mais plutôt complémentaires car il ont souvent les mêmes intérêts permettant un partage du pouvoir.

²⁸ Magrin G., Perouse de Montclos, M.-A., 2018, « Crise et développement. La région du lac Tchad à l'épreuve de Boko Haram », AFD.

SMIRNOVA Tatiana « Boko Haram et les déplacés dans la région de Diffa au Niger: penser et construire la réponse humanitaire dans un contexte insurrectionnel (2013-2016) »

projet de construction des champs de pétrole dans la commune de Ngourti²⁹. L'on aurait pu s'attendre qu'avec ce projet Diffa serait mieux intégrée dans le champ politique national.

Toutefois, pour les habitants de la région, la situation de l'emploi n'a été, semble-t-il que très peu améliorée. Si l'on reste dans la terminologie de Coulon, une certaine forme de domination continuait à gérer les relations entre Niamey et Diffa. Une forme de domination qui a été brièvement remise en cause au moment des manifestations fin avril 2013, se soldant même par des blessés. La population contestait le fait que l'exploitation pétrolière menée depuis 2011 à Agadem ne profitait pas suffisamment à la région. En particulier, les personnes³⁰ dénonçaient les conditions de travail et les méthodes des agences de placement de main-d'œuvre du CNPC qui avait tendance à recruter à Niamey au lieu de Diffa³¹.

Même si la crise a été désamorcée après la visite sur place du Premier Ministre qui a annoncé l'annulation des derniers recrutements, les violences d'avril 2013 ont laissé des traces dans la mémoire locale et ont été régulièrement évoquées dans les entretiens pour souligner l'intensité des tensions sociales au moment où le mouvement insurrectionnel s'implantait progressivement dans la région à travers le développement de son économie politique, de réseaux des « intermédiaires » c'est à dire ceux qui assuraient la logistique du mouvement (comme les vendeurs, par exemple) et le recrutement de combattants. Ce processus de la diffusion de l'insurrection dans la région s'inscrit dans ce que décrit Christian Coulon : « plus le centre assure son hégémonie par la force sur les populations, plus celles-ci éprouveront le besoin de délimiter une zone sociale à l'intérieur de laquelle elles trouveront une certaine autonomie. Ainsi naissent les mouvements prophétiques, les sociétés secrètes, les hiérarchies parallèles dont le but est de se démarquer par rapport aux pouvoirs extérieurs ». ³²

2. Premiers déplacements, construction de menace, prise de position de l'Etat

Les premiers déplacements des populations débutent avec des inondations successives au fil de quatre saisons de pluies de 2010, 2011, 2012 à 2013. En octobre-novembre 2013, la région a été sévèrement touchée. Le nombre des sinistrés a atteint un chiffre sans précédent: plus de 2000 ménages soit plus de 15 000 personnes, avec 8 villages dans le département de Mainé Soroa et 15 villages dans celui de Diffa³³. Les conséquences furent lourdes. Un employé nigérien d'une ONG

²⁹ Dittgen, R., 2012 « La CNPC en Afrique médiane »: comparaison des expériences de gestion environnementale au Soudan, au Niger et au Tchad », van Vliet G., Magrin G. (dir.), Une compagnie pétrolière chinoise face à l'enjeu environnemental au Tchad, Paris, coll. Focales, n°9, AFD, Paris.

³⁰ En septembre 2016 naît le Mouvement pour la justice et la réhabilitation du Niger (MJRN), se dit l'héritier de la rébellion Toubou des années 1990 qui dénonce l'exploitation du pétrole par la compagnie CNPC. Fin 2017 le mouvement lance, via des réseaux sociaux, les menaces d'attaque sur les sites d'exploitation pétrolière dans la région de Diffa

³¹ RFI, Moussa Kaka. Niger: manifestations des jeunes sans emploi de Diffa, 30 avril 2013 <http://www.rfi.fr/emission/20130430-niger-manifestations-jeunes-emploi-diffa>

Depuis le déclenchement de la guerre en Libye, les jeunes ne pouvaient plus y aller ; de plus, les connexions avec le Nigeria furent également complexes à cause de l'insécurité causée par Boko Haram. L'exploitation pétrolière menée depuis 2011 à Agadem, proche du Tchad, suscitait l'espoir des nouveaux emplois qui n'étaient pas pleinement réalisés.

³² Coulon Christian, 1972, « Système politique et société dans les États d'Afrique noire », *Revue française de science politique*, 22e année, n°5, 1972. pp. 1049-107, p.1070.

³³ Les villages les plus concernés étaient : Zarwaram (1610) ; Tam (1435), Kayowa (1106) ; Youwa (1050) ; Loumborou (1029) ; Rouda, une ile (1020) ; Logo (875) ; Adjiri, une ile (776) ; Assaga (721) ; Kiessa (625). OCHA. Diffa: inondations dues à la crue de la Komadougou (29 novembre 2013). https://www.humanitarianresponse.info/sites/www.humanitarianresponse.info/files/Crue%20de%20la%20Komadougou_Snapshot%20N°2.pdf

SMIRNOVA Tatiana « Boko Haram et les déplacés dans la région de Diffa au Niger: penser et construire la réponse humanitaire dans un contexte insurrectionnel (2013-2016) »

internationale sur place en 2013, témoigne de la gravité des événements: « les villages entiers étaient coupés, l'eau avait monté, les gens devaient nager pour sortir de l'eau ! »³⁴.

Par ailleurs, avec les combats menés au Nigeria, la population continua à fuir vers la région de Diffa. Lorsque fut proclamé le 14 mai 2013 l'état d'urgence dans les états de Borno, Yobé et Adamawa au Nigeria et quand l'armée nigérienne lança des offensives, le nombre de déplacés du Nigeria augmenta considérablement: en juin ils furent plus de 6000³⁵ et en septembre 2013 - plus de 37 000³⁶. Quelques mois plus tard, fin 2014 les villes de Damassak, Malam Fatori, Damaturu, Dutse, Maiduguri au Nigeria furent attaqués ce qui provoqua des flux considérables, « On va être inondé »³⁷ - commentait l'un des responsables d'une grande ONG internationale. A la date du 5 décembre 2014, le nombre de déplacés fut estimé à plus de 87 000 personnes réparties sur 74 sites d'accueil et sur le goudron de la RN1³⁸ - un chiffre auquel il faut toujours ajouter plus d'une dizaine des milliers de déplacés suite aux inondations de novembre 2013.

Face à l'afflux des déplacés en 2013 - début 2014, les autorités furent réticentes à l'idée de la création de camps de réfugiés. « L'idée de camps ... cela veut dire que l'on a un vrai problème »³⁹ - remarquait un humanitaire nigérien - ce qui coïncidait avec la position de statu quo du Niger par rapport à Boko Haram jusqu'à 2014. En effet, entre juin 2013 - juillet 2014 les déplacements transfrontaliers n'étaient pas traités comme un enjeu potentiellement important pour le pays: l'Etat ne reconnaissait pas ouvertement la présence des « réfugiés » sur son territoire car le reconnaître aurait pu induire des mesures politiques à prendre.

Cependant, le conflit évoluait et la position du Niger à l'égard de Boko Haram aussi. Courant 2014, lorsque les opérations des insurgées se rapprochaient du Niger: « BH est devenu la frontière avec le Niger »⁴⁰ - remarque un fonctionnaire du ministère de l'intérieur. Les autorités nigériennes se préparaient: une opération défensive Ngaa (bouclier en kanouri) fut mise en place en juin 2014 pour renforcer le dispositif militaire à la frontière avec le Nigeria et collecter des renseignements. De plus, En octobre 2014 le Niger s'engage dans la Force multinationale mixte, un dispositif offensif et de stabilisation ayant pour objectif la lutte contre Boko Haram, sous l'égide de la Commission du bassin du lac Tchad.⁴¹ Le 10 et le 11 décembre 2014 le Premier Ministre, Brigi Rafini, se déplaça à Diffa et lança « l'appel à la solidarité nationale et internationale » afin d'éviter « un drame humanitaire ». ⁴² Ces deux facteurs: l'engagement militaire du Niger dans la lutte contre Boko Haram et les discours des hommes politiques nigériens attestent de la transformation du cadre de perception du problème lié à Diffa. Désormais l'on reconnaît officiellement qu'il y a des populations déplacées qui viennent du Nigeria.

Les autorités révisèrent ainsi leur position par rapport aux camps. Initialement, trois sites, à distance de plus de 50 kilomètres de la frontière furent identifiés pour créer les camps: Goudoumaria, Kablewa et Sayam Forage. Seuls les deux derniers verront le jour: fin décembre pour

³⁴ Entretien avec un agent d'une ONG internationale à Diffa. Niamey, Mai 2017.

³⁵ OCHA, Bulletin Humanitaire, Niger, n° 22, 5 juin 2013.

³⁶ UNHCR, fiche d'information n°2. Situation des déplacés dans la région de Diffa. Niger, Novembre 2013.

³⁷ Entretien avec le responsable d'une organisation humanitaire internationale à Diffa courant 2015-2016. Niamey, novembre 2016.

³⁸ L'appel de Bosso. Premier Ministre, 10 décembre 2014.

³⁹ Entretien avec l'un des responsables humanitaires, sur place à Diffa courant 2013-2015 Amadou Guide, octobre 2016

⁴⁰ Entretien avec un représentant du ministère de l'intérieur à Diffa. Niamey, mai 2017.

⁴¹ Relancée en 2012 par les Etats de la Communauté du Bassin du Lac Tchad (CBLT) dont le Niger fait partie.

⁴² L'appel de Bosso. Premier Ministre, 10 décembre 2014.

SMIRNOVA Tatiana « Boko Haram et les déplacés dans la région de Diffa au Niger: penser et construire la réponse humanitaire dans un contexte insurrectionnel (2013-2016) »

le dernier et février 2015 pour Kablewa. Le statut de ces deux camps était également complexe : le camp de Sayam était destiné uniquement aux réfugiés, alors que Kablewa – était un camp censé accueillir surtout les déplacés internes. Pourquoi décident-elles finalement ouvrir les camps fin 2014 ? Qu'est-ce que ces camps recouvrent-ils en termes d'enjeux ?

Pour donner quelques éléments de réponse à ces questionnements, il convient s'interroger sur les connexions de la région de Diffa au Nigeria d'où l'insurrection s'est diffusée. La ville de Diffa, éloignée de la capitale du pays, Niamey, à plus d'un millier de kilomètres, est profondément connectée à l'Etat de Borno, l'aire de Maiduguri au Nigeria, où Boko Haram s'est formé et développé. Historiquement, depuis le huitième siècle, la région et le Nord-Est du Nigeria faisaient partie de l'Empire Kanem-Bornou, où Maiduguri fut connu comme un grand centre d'éducation islamique. Les populations avaient de la famille de part et d'autre de la Koumadougou, un fleuve formant une frontière naturelle entre le Niger et le Nigeria. Par ailleurs, Diffa et la capitale de l'Etat de Borno ont été connectées par des échanges économiques : poivrons, poisson, riz, maïs, bétails – du côté du Niger se vendaient au Nigeria d'où l'on ramenait d'autres marchandises.

Lorsque le fondateur de Boko Haram, Mohamed Yusuf, fut assassiné en 2009⁴³, le mouvement prit une ampleur inédite⁴⁴. C'est à partir de ce moment-là que la région de Diffa devint indirectement affectée par des opérations menées à la fois par le mouvement insurrectionnel et par l'armée Nigériane. Après l'assassinat de Yusuf, certains de ses militants se réfugièrent au Niger et formèrent une base dans la région de Diffa⁴⁵ sans mener les attaques. La région devint une zone de ravitaillement avec un réseau des personnes qui assurent l'approvisionnement des insurgés avec l'essence, les aliments et d'autres marchandises facturés parfois dix fois le prix du marché. S'il est difficile d'appréhender ce que ce phénomène relève, il est probable qu'il ne s'inscrit pas uniquement dans la logique économique de recherche d'un gain, mais traduit également une articulation complexe de plusieurs facteurs comme liens de parenté, de sociabilité auquel s'ajoutent la peur de devenir une cible si les requêtes ne sont pas exécutées. Dans le même temps, certaines familles ont vu leurs enfants partir dans l'insurrection, d'autres ont perdu leurs proches tués. Cette complexité de tissu social dans la région de Diffa est profondément marquée par les déplacements internes et transfrontaliers des personnes fuyant les opérations militaires du côté du Nigeria.

Ainsi, les premiers mouvements de population, à la frontière avec le Nigeria, causés par les inondations de 2012-2013, étaient considérés par les autorités comme « suspectes » car « on ne savait pas qui était ces gens ». Cette appréhension à l'égard des déplacés s'est accentuée avec l'intensification des mouvements en provenance du Nigeria. Selon l'un des responsables humanitaires « le gouvernorat a vu : c'est qu'autour des sites, il y a eu des boutiques entretenus par BH (Boko Haram). Tous les deux jours les magasins se vidaient, puis se remplissaient. C'est en raison d'un deal entre BH et les commerçants. L'Etat a bien compris cela. C'est la raison pour laquelle il a voulu mettre ces gens dans les camps ».⁴⁶

⁴³ Voir pour la description les événements de 2009 l'article de Adesoji, Abimbola O., 2011, "Between Maitatsine and Boko Haram: Islamic Fundamentalism and the Response of the Nigerian State", *Africa Today*, 57.4, 98-119

⁴⁴ Sur conditions historiques d'émergence de Boko Haram au Nigeria voir Danjibo, N.D., 2009, "Islamic Fundamentalism and Sectarian Violence : The "Maitatsine" and "Boko Haram" Crises in Northern Nigeria", *Peace and Conflict Studies Programme*, Institute of African Studies, University of Ibadan.

Thomson, V. 2012. "Boko Haram and Islamic Fundamentalism in Nigeria", *Global Security Studies*, 3 (3): 46-60.

⁴⁵ International Crisis Group, « Le Niger face à Boko Haram : au-delà de la contre-insurrection », 2017.

⁴⁶ Responsable d'une organisation humanitaire internationale à Diffa courant 2015-2016. Niamey, novembre 2016.

SMIRNOVA Tatiana « Boko Haram et les déplacés dans la région de Diffa au Niger: penser et construire la réponse humanitaire dans un contexte insurrectionnel (2013-2016) »

3. L'Etat et la mise en place du dispositif humanitaire

La mise en place du camp Sayam Forage, destiné à des personnes à qui l'on pourrait attribuer un statut de « réfugié », n'a pas immédiatement suscité les déplacements vers le camp. Alors que sa capacité d'accueil est de 20 000 personnes, en l'espace de deux ans, de 2015 à 2017 le camp a reçu seulement 7 000⁴⁷. Les entretiens menés dans la ville de Diffa avec les déplacés du Nigeria montrent que même en 2017 cette retenue persistait encore. Les déplacés évoquaient souvent l'éloignement de la frontière et l'absence des opportunités de production : le camp étant situé dans la commune de Foulatari, une zone pastorale, à plus de 50 kilomètres de la frontière.

Mais les réticences de s'installer au camp étaient perceptibles dès le départ. Courant 2015-2016, alors que les insurgés mènent les attaques sur le territoire du Niger, l'association à la population en provenance du Nigeria était appréhendée avec méfiance. L'un des responsables humanitaires en charge du camp pendant cette période faisait part de son expérience: « Ce qui m'est arrivé souvent, c'est que les gens viennent me voir et disent (en haoussa): 'voilà ma pièce d'identité, je suis du Nigeria, mais je ne vais pas la montrer aux autorités puisqu'ils vont me mettre en prison ». ⁴⁸ Le constat de cette méfiance a été également perçu par les fonctionnaires nigériens. Par exemple, l'un d'entre eux expliquait : « Par peur, les gens ne voulaient pas dire qu'ils étaient réfugiés ». ⁴⁹ Avec l'affaiblissement des attaques courant 2017, ces appréhensions à l'égard de la population du Nigeria s'affaiblissent, mais elles laissent des traces⁵⁰.

Ainsi, la mise en place des camps s'inscrivait d'une certaine manière dans une logique du processus de « sécuritisation » de la région, au même titre que l'état d'urgence introduite le 10 février 2015 après la première attaque dans deux villes : de Diffa et de Bosso. Les autorités décident d'interdiction des motos sur toute l'étendue du territoire, du transport de poivron, du poisson fumé, l'interdiction de la vente du bétail et de carburant vers le Nigeria; l'instauration d'un couvre-feu sur la circulation durant la nuit. Ces mesures ont fortement marquées une économie locale, affectant les activités de base de la région et en laissant plusieurs jeunes sans occupation et sans emploi. ce qui pouvait être perçues par eux comme une humiliation⁵¹. Les images des motos brûlées, par les forces de sécurité et de défense (FDS) ou encore des camions chargés de poisson arrêtés et éliminés circulaient sur les réseaux sociaux suscitant des frustrations supplémentaires en alimentant ainsi le récit sur la violence « injuste » et « gratuite » de l'Etat.

Un autre événement qui avait définie « l'espace des insécurités » était l'évacuation des populations du lac Tchad suite à l'attaque du 25 avril 2015 sur les îles de Karamga. Celle-ci avait fait plusieurs dizaines de victimes. A cela, le 4 mai 2015 les autorités décident d'évacuer toute la population des îles, dans un délai de 48 h. Les habitants des îles (81 villages et des centaines de hameaux) ont dû laisser leurs biens, y compris des milliers des têtes de bétail sur place. Les humanitaires n'ont pas eu le temps de préparer la prise en charge de ce déplacement : les personnes

⁴⁷ C'est seulement après l'attaque sur le camp des « déplacés », Kablewa, en juillet 2017, qu'une partie de la population s'est déplacé à Sayam qui compte aujourd'hui environ 12000 personnes. Ce changement par rapport à la dynamique du remplissage du camp s'accompagne également par la diminution des tensions sociales courant 2017 car les attaques principales ont été menées surtout courant 2015-2016.

⁴⁸ Entretien avec l'un des responsables humanitaires, sur place à Diffa courant 2013-2015. Niamey, octobre 2016.

⁴⁹ Entretien avec un fonctionnaire nigérien en charge des questions liées à l'éducation Dans la région de Diffa. Niamey, octobre 2016.

⁵⁰ Hamani Oumarou, Caremel J.-F., Kiari Fougou, H., 2017, « En Gudun hijira » : Fuites, accueils, solidarités et reconstructions économiques en contexte d'insécurités et d'aide humanitaire dans la région de Diffa, LASDEL.

⁵¹ Entretien avec un déplacé dans la région de Diffa, mai, 2017.

SMIRNOVA Tatiana « Boko Haram et les déplacés dans la région de Diffa au Niger: penser et construire la réponse humanitaire dans un contexte insurrectionnel (2013-2016) »

ont errés durant des jours, se déplaçant en pirogue etc.⁵². Selon le rapport onusien, l'évacuation aurait dû prendre trois à quatre semaines. Des dizaines de milliers des personnes (28 000) ont quitté les îles⁵³ et ce qui a suscité une vague d'indignation dans la société civile.⁵⁴

Proscrite à l'accès pour les civiles depuis l'évacuation d'avril 2015, la zone du lac est devenu une zone de non-droit, un lieu où les insurgés vivent et luttent avec les différents types des forces de l'ordre, mais aussi avec des nomades, agriculteurs et pêcheurs – tous ceux qui s'aventurent dans la zone pour retrouver les filières de production abandonnés suite au conflit⁵⁵. Certains d'entre eux, en payant une sorte d'impôt, parviennent à négocier avec les insurgés une zone et/ou un temps d'accès au lac pour assurer la survie de leurs familles ou la survie des animaux. Ainsi, malgré l'interdiction formelle d'accès au lac Tchad, les aller-retour entre la zone de « non-droit » et la zone « d'insécurité » marquent profondément la complexité du tissu social de la zone⁵⁶.

Ainsi, à travers l'introduction de l'Etat d'urgence, la mise en place des camps, et l'évacuation des îles du lac Tchad, la région de Diffa a fait l'objet d'un processus de la « sécuritisation ». Ce processus définissait la région en termes de « menace » ce qui avait permis faire un appel à des mesures urgentes et exceptionnelles pour traiter le problème. Dans l'imaginaire des populations locales de la région, la construction de « l'espace des insécurité » a été gérée dans le secret et de manière déconnectée des réalités de la vie quotidienne.

Deuxième partie. Imaginaires autour de la gestion de la crise dans la région de Diffa

L'analyse des médias pour la période 2013-2016 montre que les événements dans la région de Diffa étaient peu couverts. Un consultant de l'Union Européenne le confirme aussi : « *La communication de gouvernement est une catastrophe... les gens ne savent rien (de ce qui se passe dans la région)* ». ⁵⁷ Le flou autour de « l'espace des insécurité » est aussi un aboutissement de l'incertitude au sommet de l'Etat en ce qui concerne l'avenir de la population de Diffa : « *Le gouvernement n'est pas pour le moment des idées précises et préconisées sur la situation qui pourraient dicter les actions. Le gouvernement ne communique pas sur les questions. Et on ne pourra rien faire si on n'a pas de vision globale. Le gouvernement n'a pas de vision globale, pas des idées claires sur l'avenir de la population* ». ⁵⁸ Par ailleurs, le flou sur les politiques de l'Etat la région de Diffa pour gérer la « crise » courant 2015-2016 s'associe à des représentations d'une sorte de déconnexion des autorités centrales de Niamey de la région. L'agent humanitaire, issu de la région, témoigne : « *La région est complexe et les autorités nationales ignorent cette complexité. Il y a une*

⁵² « Déplacement forcé des populations des îles du lac Tchad au Niger. Rapport de la mission d'observation de la situation humanitaire et des droits de l'Homme à Diffa et N'Guigmi », Alternatives Espaces Citoyens, mai 2015.

⁵³ Report on évacuation of the Niger region of Lake Chad due to a violent attack by insurgents on Karamga Island. http://www.ecoi.net/file_upload/1930_1431514556_updatedflashlakechad11may-2.pdf

⁵⁴ Par exemple, le leader d'une ONG Alternative Espace Citoyen qui avait produit un rapport sur les conditions dans lesquelles la population a été évacuée des îles, a été arrêté.

⁵⁵ Hamani Oumarou, Jean-François Caremel, Hadiza Kiari Fougou, « En Gudun hijira » : Fuites, accueils, solidarités et reconfigurations économiques en contexte d'insécurité et d'aide humanitaire dans la région de Diffa, LASDEL, Juillet 2017

⁵⁶ Seignobos, Ch. « Boko Haram et le lac Tchad. Extension ou sanctuarisation ? », *Afrique contemporaine* 2015/3 (n° 255), p. 93-120.

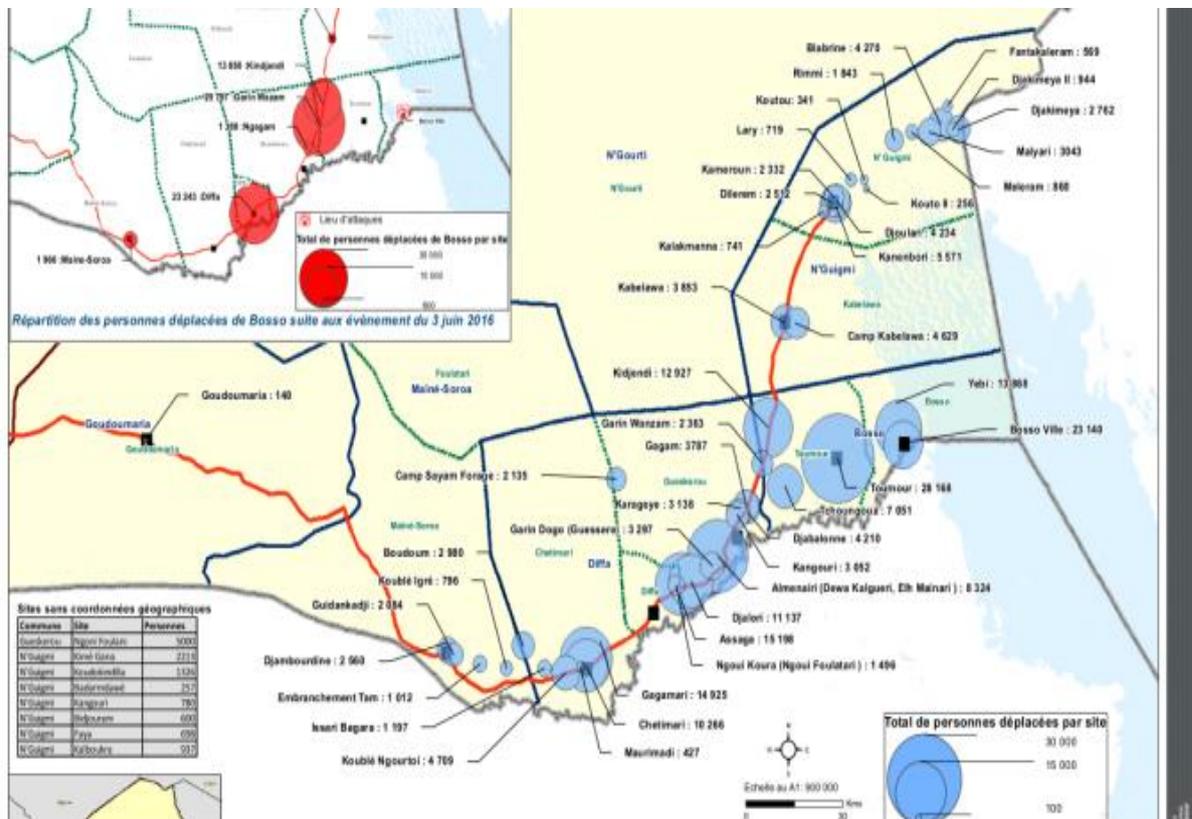
⁵⁷ Entretien avec un consultant de la délégation de l'Union Européenne, Octobre 2016, Niamey

⁵⁸ Entretien avec un haut responsable de la fonction publique nigérienne sur les questions de la sécurité., Octobre, 2016, Niamey.

SMIRNOVA Tatiana « Boko Haram et les déplacés dans la région de Diffa au Niger: penser et construire la réponse humanitaire dans un contexte insurrectionnel (2013-2016) »

*méconnaissance et la mécompréhension de la région puisque les autorités régionales ne sont pas de Diffa (Sauf le Président du Conseil Régional). Les services étatiques qui font le travail, mais ils ne sont pas connectés à Diffa...».*⁵⁹

De plus, les dispositifs censés contrôler cet « espace des insécurités » sont également perçus comme opaques. Un exemple de ce phénomène ce sont les doutes sur des effectifs réels des déplacés de la région de Diffa. Malgré le chiffre aujourd’hui officiellement reconnue, 250 000 de personnes, il y a toujours des soupçons sur son exactitude. Un fonctionnaire du ministère de l’intérieur notait : « *La non-fiabilité des chiffres ne profite pas à l’Etat puisque l’Etat ne vend pas les chiffres ; ne fait pas de lobbying de chiffres, l’Etat n’utilise pas les chiffres pour assister la population, Les seuls consommateurs de chiffres sont les humanitaires !* ». ⁶⁰ Les autorités considéraient que les humanitaires avaient tendance à avancer des chiffres sans les consulter puisque « *le problème de l’Etat c’est qu’il n’a pas les moyens de produire des chiffres, et se trouve contraint à se baser sur les humanitaires pour le faire* ». ⁶¹



Carte de la région de Diffa, juin 2016. Source – UNHCR.

Ces allusions à la « vente » des chiffres par les humanitaires et à l’impuissance de l’Etat de produire des chiffres sont intéressantes puisqu’elles se recoupent avec des nombreux discours sur l’envahissement de la région par les humanitaires et l’impuissance de l’Etat d’y faire face.

La réponse humanitaire au Niger s’est construite dans le cadre de « l’équipe humanitaire pays » qui implique, à travers son cadre de concertation à la fois les humanitaires et les autorités publics.

⁵⁹ Entretien avec un agent humanitaire d’une ONG internationale, originaire de Diffa. May 2017, Diffa.

⁶⁰ Entretien avec un fonctionnaire du ministère de l’intérieur. Niamey, mai 2017.

⁶¹ Entretien avec un représentant du ministère de l’intérieur à Diffa. Niamey, mai 2017.

SMIRNOVA Tatiana « Boko Haram et les déplacés dans la région de Diffa au Niger: penser et construire la réponse humanitaire dans un contexte insurrectionnel (2013-2016) »

Basée sur « l'approche cluster », ⁶² selon le secteur d'intervention (sécurité alimentaire, santé, protection, éducation, l'eau (« wash » etc.), au niveau national à Niamey elle est dirigée par les agences onusiennes en partenariat avec des services techniques de l'Etat. Au niveau local de la région de Diffa – elle devrait, en principe, être orientée et informée avant tout par les directions techniques des ministères compétentes en coordination avec les acteurs humanitaires. Ce cadre de coordination : élaboration des grandes tendances au niveau national avec le « lead » des agences onusiennes puis leur application et l'adaptation au niveau local avec le « lead » des directions techniques de la région de Diffa - restait toujours une sorte de modèle idéal-typique qui recouvrait des pratiques et des discours pointant une certaine mise à distance de l'Etat, alors que celui-ci, dans certains secteurs était bien présente. Par exemple, la cellule des crises alimentaires (CCA) du Dispositif National de Prévention et de Gestion des Catastrophes et Crises Alimentaires couvraient une partie importante des besoins dans la région de Diffa. Bien qu'identifié dans l'organigramme de la réponse humanitaire, les activités de la CCA ont été comptabilisées dans l'ensemble des interventions humanitaires seulement à partir du début de l'année 2017. ⁶³ Dans le même temps, les discours des autorités publics à la fois au niveau national et local de Diffa pointaient « l'ignorance » des spécificités locales de la région alors que ce sont les directions régionales qui les maîtriseraient. Dépourvue des ressources humaines (une – trois, voire quatre personnes par direction), elles se perçoivent comme étant dépassés par l'ampleur de la « crise » et évoquent la « foire aux ONG » ⁶⁴ où « l'assistance est accordée pêle-mêle » ⁶⁵ alors que les humanitaires sont, en effet, massivement présents à la fois sur les sites des déplacés et dans les réunions de coordination.

L'arrivée des ONG dans la région de Diffa était progressive. Très peu nombreux, à peine une dizaine en 2013, aujourd'hui, en 2018, elles sont plus de 150. La forte concurrence entre les ONGs a des effets directs sur leur perception par la population locale. Malgré l'existence d'une base de données centralisée, les informations sur les activités des ONG ne sont pas systématiquement partagées, elles sont incomplètes ou parfois non-cohérentes ⁶⁶. Selon l'un des représentants des ONGs, ce non-partage des informations les permettait de garder une sorte de monopole sur le secteur d'intervention (par exemple, la santé des enfants) : « *les gens ont tendance à sécuriser le site, (c'est à dire ne pas partager des informations) pour personne ne vient* ». Cela conduisait au « doublons » ou aux « gaps » dans les différentes activités sur le terrain et alimentait à son tour les rumeurs sur l'opacité de l'aide. Ainsi, le représentant du ministère de l'intérieure s'interroge : « *C'est quoi le problème des ONGs ? Les ONG exercent dans l'opacité. Il y a des montants – mais on ne voit pas des conséquences sur le terrain* » ⁶⁷.

Les représentations sur l'opacité de l'aide sont par ailleurs alimentées par le cadre centralisé des dispositifs: les recrutements, les attributions des marchés aux opérateurs économiques (pour les kits des biens non-alimentaires, abris etc.) se faisaient surtout à partir de la capitale, Niamey, où se situent les sièges des organisations humanitaires qui émettent les appels d'offres. Les pratiques inscrites dans ce dispositif suscitent de profondes frustrations au sein de la population locale de la ville de Diffa qui ne voient pas de sens ni dans la multiplication des effectifs des ONG ni dans la

⁶² Mise en place depuis la grande crise de 2005. Xavier Cromber et Jean-Hervé Jézéquel (Eds.) Niger 2005. Une catastrophe si naturelle. Karthala, 2007.

⁶³ Entretien avec le responsable de CCA et d'une représentations de coopération bilatérales.

⁶⁴ Entretien avec un représentant du ministère de l'intérieur à Diffa. Niamey, mai 2017.

⁶⁵ Entretien avec un fonctionnaire du ministère de l'intérieur. Niamey, mai 2017.

⁶⁶ Observations pendant des réunions de coordination à Niamey, octobre 2016.

⁶⁷ Préfet de Diffa (2011- 6 janvier 2015).

SMIRNOVA Tatiana « Boko Haram et les déplacés dans la région de Diffa au Niger: penser et construire la réponse humanitaire dans un contexte insurrectionnel (2013-2016) »

nécessité de recruter les différents profils spécialisés depuis Niamey. Comme le souligne l'un des habitants de Diffa : « *C'est comme si je suis un professionnel en matière de lavage de mains ! Tout le monde peut le faire !* ». ⁶⁸ Ces frustrations s'alignent avec des discours sur « l'invasion » par les humanitaires du terroir de Diffa. L'opacité des dispositifs d'aide donne lieu à plusieurs rumeurs, théories de complots, soupçons de détournement et contribue à exacerber les tensions au sein de la population locale. Par exemple, l'un des habitants de Diffa s'est confié à moi disant que: « *si Boko Haram n'était pas si violent, j'aurais pris les armes moi-même* » - une phrase faisant directement allusion à des rebellions de la région.

Ainsi, les perceptions des dispositifs humanitaires comme floues et opaques, l'incertitude quant à l'avenir de la population des déplacés alimentent des frustrations. Celle-ci se nourrissent aussi par des insuffisances structurelles des dispositifs humanitaires perçus par les déplacés et les habitants de la ville de Diffa comme excluant et parfois arbitrairement excluant.

Conclusion

Cette contribution s'est focalisée sur la période 2013-2016, période qui s'associe d'une part – à l'émergence des dispositifs humanitaires et d'autre part – à l'intensification des opérations militaires menées par Boko Haram sur le territoire du Niger. Elle avait démontré que malgré l'héritage laissé par les crises alimentaires structurelles en matière de la gestion humanitaire au Niger, durant cette période les dynamiques locales étaient lues essentiellement à travers un prisme sécuritaire. Cela donne place à la naissance des rumeurs, théories de complot, soupçons de détournement de l'aide. Ce terrain pourrait être propice à ce que l'insurrection se greffe aux dynamiques locales induites par la construction de la région de Diffa en tant qu'une espace des « insécurités ». Sans prétendre à l'exhaustivité le papier est une étape pour entamer la réflexion sur la capacité de résilience de Boko Haram dans le bassin du Lac Tchad.

⁶⁸ Entretien mené avec des habitants de Diffa, mai 2017, Diffa.

SMIRNOVA Tatiana « Boko Haram et les déplacés dans la région de Diffa au Niger: penser et construire la réponse humanitaire dans un contexte insurrectionnel (2013-2016) »

Bibliographie

Abrahamsen, R., 2001, *Disciplining Democracy: Development Discourse and Good Governance in Africa*. Londres: Zed Books.

Adesoji, Abimbola O., 2011, "Between Maitatsine and Boko Haram: Islamic Fundamentalism and the Response of the Nigerian State", *Africa Today*, 57.4, 98-119.

Aghedo, Iro, Osumah, Oarhe, 2012, "The Boko Haram Uprising: How Should Nigeria Respond?" *Third World Quarterly*, 33.5, 853-69.

Barry Buzan B., Ole Wæver, 2003, « Regions and Powers: The Structure of International Security », Cambridge: Cambridge University Press,

Bierschenk, T., Chauveau, J.-P., de Sardan. Jean-Pierre Olivier (dir.), *Courtiers en développement, Les villages africains en quête de projets*, Paris : Karthala, 2000.

Coulon Ch., 1972, « Système politique et société dans les États d'Afrique noire », *Revue française de science politique*, 22e année, n°5, 1972. pp. 1049-1073.

Cromber X. et Jézéquel J.-H. (Eds.) Niger 2005. Une catastrophe si naturelle. Karthala, 2007.

Crowley, R and Wilkinson, H. 2013. "Boko Haram: A New Threat in West Africa". In *Conflict over Resources and Terrorism: Two Facets of Insecurity*, edited by Tremolieres, M. OECD Publications

Danjibo, N.D., 2009, 'Islamic Fundamentalism and Sectarian Violence : The "Maitatsine" and "Boko Haram" Crises in Northern Nigeria', *Peace and Conflict Studies Programme*, Institute of African Studies, University of Ibadan.

de Sardan, Jean-Pierre Olivier, 2001, « Les trois approches en anthropologie du développement », *Revue Tiers Monde*, vol. XLII, n°168, pp. 729-754, p. 729

De Sardan Olivier, 2008, « La crise alimentaire vue d'en bas. Synthèse des recherches menées sur septes sites au Niger », *Afrique contemporaine*, 1 (225), pp.217-294.

«Déplacement forcé des populations des îles du lac Tchad au Niger. Rapport de la mission d'observation de la situation humanitaire et des droits de l'Homme à Diffa et N'Guigmi », Alternatives Espaces Citoyens, mai 2015

Dittgen, R., 2012 « La CNPC en Afrique médiane » : comparaison des expériences de gestion environnementale au Soudan, au Niger et au Tchad », van Vliet G., Magrin G. (dir.), Une compagnie pétrolière chinoise face à l'enjeu environnemental au Tchad, Paris, coll. Focales, n°9, AFD, Paris

Elden, S., "Boko Haram – An Annotated Bibliography", 2014, University of Warwick <https://progressivegeographies.files.wordpress.com/2014/06/bibliography-of-boko-haram-25-june-2014.pdf>

SMIRNOVA Tatiana « Boko Haram et les déplacés dans la région de Diffa au Niger: penser et construire la réponse humanitaire dans un contexte insurrectionnel (2013-2016) »

Evaluation de la sécurité alimentaire en situation d'urgence complexe dans la région de Diffa, République du Niger, rapport final, août 2016.

Ferguson, J., 1990, *The Anti-Politics Machine: "Development," Depoliticization and Bureaucratic Power in Lesotho*. Cambridge: Cambridge University Press.

Gilbert, Lysis Dodd, 2014, "Prolongation of Boko Haram Insurgency in Nigeria: The International Dimensions", *Research on Humanities and Social Sciences*, 4.11, 150-7.

« Gouverner par les nombres en Afrique », *Afrique contemporaine*, 2016/2, n°258.

Guichaoua, Y., Pellerin, M., 2017, « Faire la paix et construire l'Etat : Les relations entre pouvoir central et périphéries sahéliennes au Niger et au Mali Etude de l'IRSEM, n° 51.

Hamani Oumarou, Caremel J.-F., Kiari Fougou, H., 2017, « En Gudun hijira » : Fuites, accueils, solidarités et reconstructions économiques en contexte d'insécurité et d'aide humanitaire dans la région de Diffa, LASDEL.

Hassenteufel, Patrick. « Les processus de mise sur agenda : sélection et construction des problèmes publics », *Informations sociales*, vol. 157, no. 1, 2010, pp. 50-58.

Hentz, James and Solomon, Hussein (ed.), 2017 *Understanding Boko Haram : Terrorism and Insurgency in Africa*, Routledge, Londres.

Hibou, B., (dir.), 1999, « La privatisation des Etats », Paris: Karthala.

Ibrahima Ousmane Ida, 2015 "L'alphabétisation au Niger : une analyse à partir des données du recensement de 2012. Rapport de recherche », Québec : Observatoire démographique et statistique de l'espace francophone / Université Laval.

International Crisis Group, « Le Niger face à Boko Haram : au-delà de la contre-insurrection », 2017.

Lavigne Delville P., « Aide internationale et sociétés civiles au Niger », Karthala, 2015.

Lemoalle J. et G. Magrin (dir.), 2014, « Le développement du lac Tchad. Situation actuelle et futurs possibles. Collection Expertises collégiales, CBLT, + clé USB, IRD.

L'appel de Bosso. Premier Ministre, 10 décembre 2014.

« Le Niger face à Boko Haram : au-delà de la contre-insurrection », International Crisis Group, *Rapport Afrique*, n°245, février 2017.

Magrin G., Perouse de Montclos, M.-A., 2018, « Crise et développement. La région du lac Tchad à l'épreuve de Boko Haram », AFD.

Mann G, 2015, *From Empires to NGOs in the West African Sahel: The Road to Nongovernmentality*. New York: Cambridge University Press.

Mbembe, A., 1999, « Du gouvernement privé indirect », *Politique africaine*, n°73, 1999, pp.

SMIRNOVA Tatiana « Boko Haram et les déplacés dans la région de Diffa au Niger: penser et construire la réponse humanitaire dans un contexte insurrectionnel (2013-2016) »

103-121.

OCHA, Bulletin Humanitaire, Niger, n° 22, 5 juin 2013.

Oumarou, H., Caremel, J.-F., Kiari Fougou, H. « En Gudun hijira » : Fuites, accueils, solidarités et reconfigurations économiques en contexte d'insécurité et d'aide humanitaire dans la région de Diffa, LASDEL, Juillet 2017.

Pérouse de Montclos, M.-A., 1999, *L'Aide humanitaire, aide à la guerre ?* Bruxelles : Complexe, 2001 ; id. *Les humanitaires dans la guerre des idéaux à l'épreuve de la politique*. Paris: La documentation française, 2008; Mary Anderson, *Do no harm : how aid can support peace or war*, Boulder, Colo.: Lynne Rienner.

Smirnova, T., 2015, « L'action publique saisie par des mouvements étudiants et scolaires : l'enseignement supérieur, la vie politique et l'expérience militante au Niger (1960-2010) », Thèse de doctorat, EHESS.

Seignobos, Ch. « Boko Haram et le lac Tchad. Extension ou sanctuarisation ? », *Afrique contemporaine* 2015/3 (n° 255), p. 93-120.

Stump, J. and Dixit, P. 2013. *Critical Terrorism Studies: An Introduction to Research Methods*. London: Routledge.

Thomson, V. 2012. "Boko Haram and Islamic Fundamentalism in Nigeria", *Global Security Studies*, 3 (3): 46-60.

RFI, Moussa Kaka. Niger: manifestations des jeunes sans emploi de Diffa, 30 avril 2013.

UNHCR/DREC, 30 Novembre 2017.

UNHCR, fiche d'information n°2. Situation des déplacés dans la région de Diffa. Niger, Novembre 2013.